

MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, notamment ses articles 7 et 24;

Après avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat d'alpinisme et un brevet d'Etat de ski pour l'encadrement et l'enseignement des sports de montagne.

Ces brevets constituent les diplômes prévus à l'article 1^{er} (2^e a) de la loi susvisée du 6 août 1963 conférant à leur titulaire le droit d'exercer contre rétribution dans la spécialité correspondante.

Ils sanctionnent :

- a) Une formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne;
- b) Une formation spécifique à chacun d'eux pouvant comporter des options.

Art. 2. — La définition des options, les programmes de formation et les modalités pratiques d'obtention de ces brevets d'Etat sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 3. — Il est créé une commission consultative de l'alpinisme et une commission consultative du ski.

Chaque commission est chargée de donner, dans sa spécialité, un avis sur les questions relatives à l'encadrement et à l'enseignement, et notamment sur :

L'élaboration et l'application des textes réglementaires;

La nature, le contenu et les conditions de délivrance des brevets d'Etat;

La formation initiale et continue.

Chaque commission est constituée, par tiers, de représentants : 1° des personnes pratiquant l'alpinisme ou le ski selon la compétence de la commission, certains de ces représentants étant désignés par la fédération sportive concernée; 2° des organisations professionnelles concernées; 3° du ministre chargé des sports. La composition et les conditions de fonctionnement de ces commissions sont fixées par arrêtés du ministre chargé des sports.

Art. 4. — Les deux commissions consultatives prévues au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus se réunissent en commission mixte, au moins une fois par an, pour examiner les problèmes communs à ces deux activités. Les modalités de fonctionnement de cette commission mixte sont fixées par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 5. — Le contrôle de l'encadrement et de l'enseignement des sports de montagne est assuré par les directeurs régionaux et départementaux de la jeunesse et des sports, assistés à cet effet de contrôleurs du ski et de l'alpinisme nommés par le ministre chargé des sports.

Les conditions de nomination et les modalités de ce contrôle sont fixées par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 6. — Les limites et les conditions, dans lesquelles il y aura équivalence entre, d'une part, les brevets d'Etat de guide et les brevets d'Etat d'enseignement du ski institués respectivement en application de la loi n° 48-267 du 18 février

1948 sur les guides de montagne et de la loi n° 48-269 du 18 février 1948 sur l'enseignement du ski et, d'autre part, les brevets d'Etat prévus à l'article 1^{er} ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé des sports.

A titre transitoire, et jusqu'à la publication de l'arrêté prévu à l'alinéa ci-dessus, l'autorisation d'exercer leur profession contre rétribution est accordée de plein droit aux titulaires actuels des brevets d'Etat de guide et des brevets d'Etat d'enseignement du ski, dans la limite des droits et prérogatives antérieurement attachés à chacun de ces brevets.

Les candidats aux brevets d'Etat de guide de montagne et aux brevets d'Etat d'enseignement du ski, en cours de formation à la date d'effet du présent décret, pourront achever leur cycle de formation conformément à la réglementation antérieure à cette date.

Art. 7. — La date d'abrogation de la loi n° 48-267 du 18 février 1948 sur les guides de montagne et de la loi n° 48-269 du 18 février 1948 sur l'enseignement du ski est fixée au 15 novembre 1976, date à laquelle prendront effet les dispositions du présent décret.

Art. 8. — Sont abrogées, à compter du 15 novembre 1976, toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 50-174 du 3 février 1950 relatif au brevet de guide de montagne et le décret n° 51-1137 du 26 septembre 1951 relatif à l'organisation de l'enseignement du ski.

Art. 9. — Le ministre de la qualité de la vie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1976.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ FOSSET.

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Fixation du montant maximum des mandats dans les relations entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer, d'une part, et les territoires d'outre-mer, d'autre part.

Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,

Vu le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 68-1073 du 22 novembre 1968 portant notamment modifications de l'article D. 544;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1969 portant fixation du montant maximum des mandats dans les relations entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer, d'une part, et les territoires d'outre-mer, d'autre part,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Dans les relations entre la France métropolitaine et les départements français d'outre-mer, d'une part, et les territoires d'outre-mer, d'autre part, le montant maximum des mandats de poste, de remboursement et télégraphiques est fixé à 5 400 F français ou à une somme équivalente, en monnaie locale, à partir du 1^{er} juillet 1976.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 25 septembre 1969 sont abrogées.

Art. 3. — Le directeur général des postes au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, les chefs des territoires d'outre-mer ou, selon le cas, les hauts-commissaires de la République, les directeurs d'offices ou chefs de services locaux des postes et télécommunications de ces territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de chacun des territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 14 juin 1976.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
PHILIPPE PONTET.